



### *Politique commerciale*

## Délocalisation outre frontière de l'emploi : mise à jour sur l'activité législative aux États-Unis

### **Linda LEE**

*Candidate à la maîtrise en sciences économiques et auxiliaire de recherche à la Chaire d'études politiques et économiques américaines, Université de Montréal*

### **Christian Trudeau**

*Étudiant au doctorat en sciences économiques et auxiliaire de recherche à la Chaire d'études politiques et économiques américaines, Université de Montréal*

### **Pierre Martin**

*Professeur agrégé de science politique et directeur de la Chaire d'études politiques et économiques américaines, Université de Montréal*

**L**es développements technologiques de la dernière décennie ont amené des transformations importantes à l'organisation du travail à l'échelle mondiale. Notamment, il est maintenant possible pour une entreprise de localiser ses centres d'appel à des milliers de kilomètres de ses clients ou de décomposer ses opérations de conception ou d'administration de façon à tirer pleinement profit d'une main-d'œuvre qualifiée de plus en plus abondante dans des régions à faible coût comme l'Inde ou la Chine. Plusieurs autres tâches, allant du traitement de données à l'analyse de radiographies et à certaines tâches d'ingénierie peuvent aussi

### ***Policy Response to Offshoring and Outsourcing: An Update on Legislative Activity in American States***

*This note updates and completes a first note published in June 2004 by Linda Lee on recent legislative reactions at the state level to offshore outsourcing. It paints a picture of the recent evolution of this phenomenon and completes the list of bills under consideration in the U.S. Congress and state legislatures, and provides additional details on laws and executive orders that have been put into effect since this first publication.*

*Cette note complète et met à jour une note publiée en juin 2004 par Linda Lee au sujet des réactions législatives récentes des États américains face au phénomène de la délocalisation outre frontière de l'emploi. Elle décrit sommairement l'évolution de ce débat au cours des dernières années et complète le tableau détaillé des projets de lois en y ajoutant des détails sur lois et les décrets adoptés dans les États depuis la parution de la première note.*

être effectuées outremer à faible prix. Ces développements entraînent leur lot de pressions politiques de la part de groupes qui se sentent lésés par la mondialisation du marché du travail. Si la maxime dit qu'on n'arrête pas le progrès, certains font tout en leur pouvoir pour limiter son impact en faisant pression pour l'adoption de politiques visant à contrer ce phénomène.

La Chaire d'études politiques et économiques américaines (CÉPÉA; <http://cepea.cerium.ca>) est affiliée au Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal (CÉRIUM; [www.cerium.ca](http://www.cerium.ca)). La Chaire bénéficie de l'appui financier du ministère des Relations internationales du Québec ([www.mri.gouv.qc.ca](http://www.mri.gouv.qc.ca)).

La série « Notes & Analyses » publie des notes de synthèse ou des analyses plus approfondies, en français ou en anglais, produites dans le cadre des activités de la CÉPÉA. Pour recevoir ces textes au moment de leur parution et des informations sur nos activités, inscrivez-vous à notre liste d'envoi en écrivant à : [cepea@umontreal.ca](mailto:cepea@umontreal.ca).

La responsabilité éditoriale de la série est partagée par l'équipe de direction de la CÉPÉA : Pierre Martin (directeur), Michel Fortmann, Richard Nadeau et François Vaillancourt (directeurs de recherche). Le contenu des textes de cette série n'engage que leurs auteurs. © CÉPÉA 2005

Les délocalisations dans les services suscitent des discussions depuis plusieurs années, notamment suite à la publication en 2002 d'une étude de Forrester Research qui estimait le nombre d'emplois américains délocalisés d'ici 2015 à 3,3 millions.<sup>1</sup>

Quelques controverses, notamment en Indiana et au New Jersey, où on a vivement réagi au fait que des demandes d'assurance-chômage ou d'aide sociale étaient traitées par des employés situés en Inde, ont mis le feu aux poudres. La représentante démocrate Pauline Menes avait présenté un projet de loi anti-délocalisation à la législature du Maryland en 2003 qui avait suscité peu de réactions. Elle se vit soudainement inondée de lettres et de courriels d'appui à la veille de la réintroduction du projet de loi au début 2004.<sup>2</sup>

Le débat s'est organisé, avec d'un côté les lobbys industriels, menés par l'Information Technology Association of America (ITAA), et de l'autre les syndicats, menés par l'American Federation of Labor and Congress of Industrial

Organizations (AFL-CIO). La délocalisation outre frontière de l'emploi (DOFE) a aussi été un enjeu de la dernière campagne électorale, sans grand succès pour les démocrates.

De leur côté, les législateurs ont répondu à la pression populaire en proposant diverses mesures visant à limiter l'impact du phénomène. Depuis la publication du premier numéro de la série *Notes & Analyses sur les États-Unis*<sup>3</sup>, en juin 2004, plus de cent nouveaux projets de lois ont été proposés, dont quelques-uns ont été adoptés.

La présente note fait une mise à jour sur les projets de loi anti-DOFE des États, les projets qui ont été adoptés, les décrets administratifs ainsi que les projets de lois bloqués par les gouverneurs. L'activité législative est aussi examinée plus en détails pour les principaux partenaires commerciaux du Québec.

### Les mesures présentées dans les États

Depuis 2003, un total de 46 États ont soumis au moins un projet de lois anti-DOFE. L'Alaska, l'Arkansas, le Maine et le Wyoming restent les seuls États où les membres de la Chambre et du Sénat n'ont pas réagi au phénomène. Du groupe, mentionnons qu'en Alaska, le gouverneur a pris les choses en main avec un décret sur le sujet.

Alors qu'en 2003-04, 131 projets de lois avaient été proposés par 39 États, depuis le début de l'année 2005, 93 projets ont déjà été mis sur la table, par 40 États différents. Le **tableau 1** (page 8) énumère le nombre de projets de lois par État et par session parlementaire.

Dans ces 224 projets de lois, on retrouve 282 mesures anti-DOFE, dont :

- 12% imposent la divulgation de l'emplacement géographique d'un centre d'appels.

<sup>1</sup> Forrester Report, *3,3 Millions U.S. Jobs to Go Offshore*, Forrester Research, 11 novembre 2002.

<sup>2</sup> CNN, [Keep jobs at home! Offshoring backlash rising](#), 12 janvier 2004.

<sup>3</sup> Linda Lee, [Délocalisation outre frontière de l'emploi. Le point sur l'activité législative aux États-Unis](#), Notes & Analyses sur les États-Unis No1, CEPEA, Juin 2004.

- 13% imposent des restrictions à l'envoi de données outremer.
- 6% imposent des restrictions à l'accès aux programmes publics d'aide pour les entreprises qui délocalisent des emplois.
- 5% imposent que les firmes doivent prévenir le gouvernement avant de délocaliser des emplois.
- 52% redéfinissent les règles d'approvisionnement public pour limiter l'accès aux firmes qui effectueraient ces contrats publics outremer.

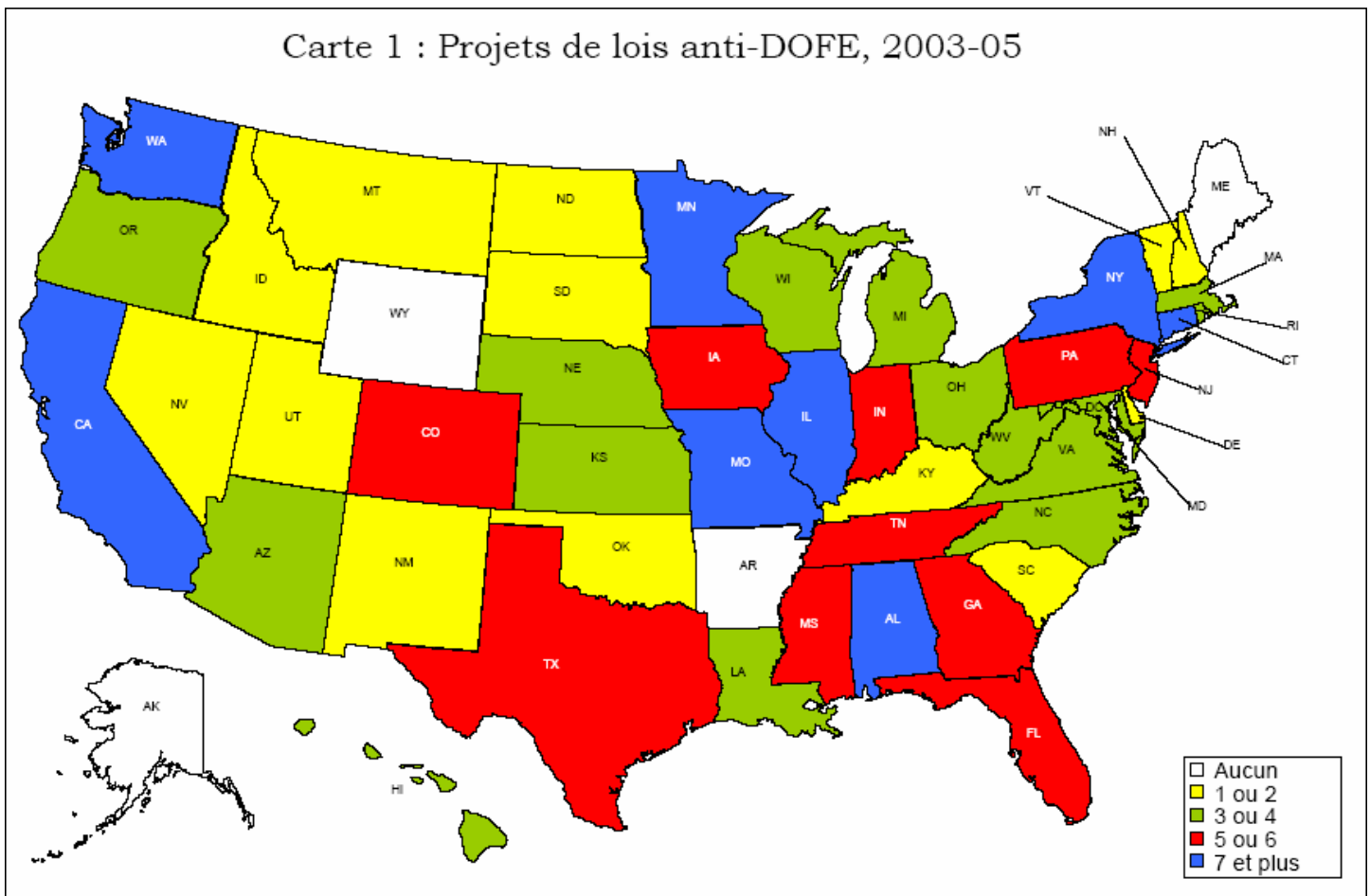
Les détails des projets de lois par catégorie et par État se retrouvent au **tableau 2** (page 9). La **carte 1**, ci-dessous, résume en un coup d'œil la distribution géographique de l'activité législative entre les États. La description détaillée de tous les projets de lois se retrouve sur le site de la [National Foundation for American Policy](http://www.nationalfoundationforamericanpolicy.org).

### Les projets de loi adoptés dans les États

Au total, 11 projets de lois ont été adoptés, par 11 États différents. Le **tableau 3** (page 11) contient le détail de ces lois. À ce nombre s'ajoutent neuf décrets des gouverneurs, dans sept États différents, qui dans certains cas sont au moins aussi efficaces que les projets de loi adoptés. Ils sont présentés en détail dans le **tableau 4** (page 12). La **carte 2** (page suivante) indique quels sont les États qui ont adopté des lois se rapportant aux délocalisations dans le secteur des services. Les faits saillants :

- Le New Jersey a adopté, le 5 mai 2005, la plus sévère de ces mesures, qui impose que tout contrat public soit effectué par des travailleurs américains. Cette loi vient remplacer un décret du gouverneur qui contenait plusieurs clauses échappatoires.

Carte 1 : Projets de lois anti-DOFE, 2003-05





d'appels, l'interdiction d'utiliser des travailleurs étrangers pour effectuer des contrats gouvernementaux et l'obligation d'informer le gouvernement avant de délocaliser des emplois.

- Le gouverneur du Maryland Robert Ehrlich Jr a rejeté le projet de loi permettant aux agences gouvernementales de donner une préférence dans l'attribution des contrats publics aux entreprises qui effectueraient le travail aux États-Unis.
- Au Massachusetts, le gouverneur Mitt Romney a mis son veto sur un projet de loi voulant interdire l'attribution de contrats de privatisation à des entreprises qui effectueraient le travail à l'étranger.

### **Les principaux clients du Québec et les projets de loi anti-DOFE**

Les exportations québécoises destinées au marché américain doivent faire face à la hausse du protectionnisme que représentent les différentes mesures anti-DOFE.

- L'État de New York, où le Québec envoie 14,96% de ces exportations vers les États-Unis, a proposé 10 lois anti-DOFE, sans toutefois en adopter. Les trois lois proposées en 2005 concernent la notification de l'intention de déplacer des emplois, l'interdiction d'utiliser des travailleurs étrangers pour effectuer un contrat public et la coupure dans l'aide gouvernementale aux entreprises qui délocalisent des emplois. Ces mesures sont à l'étude dans divers comités.
- L'Ohio, qui reçoit 6,11% des exportations québécoises en sol américain, a mis sur la table quatre propositions de lois anti-DOFE, sans qu'aucune d'elles n'aboutisse à une adoption. Le seul projet de loi proposé cette année vise à empêcher que les entreprises délocalisant des emplois puissent avoir accès aux programmes d'aide gouvernementaux et interdirait aussi que des contrats publics soient effectués à l'étranger.
- La Pennsylvanie, dont la part des exportations québécoises vers les États-Unis représente 5,92%, a étudié cinq projets de loi reliés à la délocalisation d'emplois, sans en avoir adoptés jusqu'ici. On y retrouve des mesures visant à empêcher les entreprises ayant délocalisé des emplois d'obtenir des contrats gouvernementaux, à interdire le travail pour de tels contrats en sol étranger et à obliger toute entreprise à obtenir l'accord de son conseil d'administration avant de déplacer des emplois à l'étranger. La création d'un groupe de travail sur le phénomène est aussi au menu d'un de ces projets de lois, qui sont tous à l'étude par des comités.
- Le Vermont, récipiendaire de 5,3% des exportations québécoises aux États-Unis, a proposé deux lois anti-DOFE qui n'ont pas été adoptées. Aucune mesure n'a été présentée en 2005.
- L'État de l'Illinois, où le Québec envoie 4,85% de ces exportations vers les États-Unis, a proposé 8 lois anti-DOFE, dont une a été adoptée. Cette loi oblige les entreprises misant pour un contrat public à indiquer où le travail sera effectuée, laquelle information pouvant ensuite être utilisée pour déterminer le gagnant. Les autres lois toujours à l'étude par des comités limiteraient le transfert de données vers l'étranger et imposeraient des restrictions aux centres d'appels situés à l'extérieur des États-Unis.
- Le Texas, qui reçoit 4,06% des exportations québécoises en sol américain, a proposé cinq lois anti-DOFE, toutes au cours de la dernière année. Aucune d'entre elles n'a encore franchi l'étape des comités. Ces projets de lois visent les centres d'appels, le transfert d'informations, l'octroi de contrats publics et d'aide gouvernementale.
- Le New Jersey, dont la part des exportations québécoises vers les États-Unis représente 3,81%, a adopté la plus sévère loi en la matière, qui interdit

l'utilisation de travailleurs étrangers pour effectuer des contrats publics. Cinq autres projets de lois ont aussi été proposés, un seul en 2005. Celui-ci, à l'étude par un comité, obligerait les employés de centre d'appels à divulguer leur emplacement géographique.

- Le Michigan, qui reçoit 3,79% des exportations québécoises aux États-Unis, a amorcé la révision de ces programmes d'aide aux entreprises pour enlever les incitatifs à la délocalisation, accordé une préférence aux entreprises locales dans l'attribution de contrats publics et étudié l'impact de laisser effectuer ces contrats outremer, tout cela par décrets de la gouverneure. Quatre projets de lois anti-DOFE ont aussi été proposés, dont un en 2005 visant à ce que les agences publiques rapportent annuellement le nombre d'employés étrangers travaillant sur ses contrats.
- L'État du Massachusetts, où le Québec envoie 3,78% de ces exportations vers les États-Unis, a proposé 3 lois anti-DOFE, dont une, touchant les contrats de privatisation, a été bloquée par le gouverneur. Les deux lois proposées cette année, qu'étudient des comités, portent sur les centres d'appels et l'octroi des contrats publics.
- La Californie, qui reçoit 3,56% des exportations québécoises en sol américain, a proposé 21 lois anti-DOFE, dont cinq ont été bloquées par le gouverneur. Les cinq proposées cette année obligerait les entreprises à informer le gouvernement des délocalisations d'emplois et imposeraient des contraintes aux contractants et sous contractants de l'État quant à l'endroit de ses travailleurs.

En somme, ces dix États représentent 56% des exportations québécoises en sol américain. De ces dix États, seulement deux ont adopté des mesures anti-DOFE, mais tous en ont étudié et seul le Vermont n'en a plus à l'étude (voir le **tableau 6**, à la page 14, pour les valeurs exactes des exportations québécoises vers ces États).

## Un enjeu lors des prochaines négociations commerciales

Si le phénomène des délocalisations n'avait pas été correctement anticipé lors des dernières grandes négociations commerciales, il figure maintenant parmi les points majeurs à l'ordre du jour pour les discussions futures.

Déjà, au début 2004, M. Rupens Ricupero, le Secrétaire Général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, confirmait l'importance de cet enjeu dans les débats futurs et résume bien l'enjeu :

(...) (La sous-traitance des services par les entreprises de pays développés aux pays en développement) fait l'objet de débats passionnés: une telle sous-traitance s'inscrit-elle dans la théorie du libre-échange et dans les modèles acceptés de libéralisation du commerce? Aboutit-elle ou non à un exode des emplois des pays développés vers les pays en développement? Quels en sont les coûts et avantages pour les uns et pour les autres? Une intervention protectionniste des gouvernements serait-elle justifiée? Comment cette question pourrait-elle être traitée dans le cadre de l'OMC ou d'autres négociations commerciales?<sup>4</sup>

Il semble donc que le phénomène continuera de faire couler beaucoup d'encre au cours des prochaines années. L'attention au phénomène commence déjà à amener de meilleures données sur celui-ci, tant au niveau de l'impact des délocalisations que des coûts des mesures anti-DOFE, ce qui devrait permettre une meilleure compréhension du phénomène.

---

<sup>4</sup>Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, *La délocalisation : une possibilité de développement*, UNCTAD E-News, No.7, Décembre 2003 – Avril 2004.

## Pour en savoir plus

Amiti, Mary et Shang-Jin Wei, « [Démystifier la sous-traitance : les chiffres ne valident pas le battage autour des pertes d'emplois](#) », Fond monétaire international, *Finance et développement*, décembre 2004.

Anderson, Stuart. 2003. [Creeping Protectionism: An Analysis of State and Federal Global Sourcing Legislation](#), The National Foundation for American Policy (décembre).

Brainard, Lael et Robert E. Litan. 2004. « ["Offshoring" Services Jobs : Bane or Boon and What to Do ?](#) », *The Brookings Institution Policy Brief* # 132 (avril).

Brainard, Lael et Susan M. Collins, Eds., ["Brookings Trade Forum 2005 : Offshoring White-Collar Work - The Issues and the Implications"](#)

Drezner, Daniel W. 2004. « [The Outsourcing Bogeyman](#) », *Foreign Affairs* 83 (mai-juin).

Drezner, Daniel W. 2004. « [An Outsourcing Bibliography](#) ».

Freeman, Richard B., ["Does Globalization of the Scientific/Engineering Workforce Threaten U.S. Economic Leadership ?"](#), NBER Working Paper No. 11457, July 2005 / juillet 2005.

Gieg, Kelly, [A Survey of IT Offshoring](#), GSEC Practical Assignment, SANS Institute (27 janvier 2004).

Goldfarb, Danielle. 2004. « [How Canada Wins from Global Services Outsourcing](#) ». C.D. Howe Institute Commentary, (novembre).

Klinger, Shannon et Lynn Sykes. 2004. [Exporting the Law: A legal Analysis of State and Federal Outsourcing Legislation](#). The National Foundation for American Policy (avril).

Lieberman, Senator Joseph I. (Office of). 2004. [Offshore Outsourcing and America's Competitive Edge: Losing Out in the High Technology R&D and Services Sectors](#). United States Senate (11 mai 2004).

Mann, Catherine L. 2003. « [Globalization of IT Services and White Collar Jobs : The Next Wave of Productivity Growth](#) ». Institute for International

Economics, *International Economics Policy Briefs* PB03-11, (décembre).

Martin, Pierre. 2005. « [Globalization, Offshoring, and American Trade Politics : Prospects for Canada-U.S. Trade](#) ». *Options politiques / Policy Options* 26 , p. 82-86, (février).

Martin, Pierre et Christian Trudeau. 2005. ["The Political Economy of State-Level Legislative Response to Offshoring in the United States, 2003-2004"](#), Chaire d'études politiques et économiques américaines, *Notes et Analyses* #5.

McKinsey Global Institute. 2003. [Offshoring : Is It a Win-Win Game?](#). McKinsey & Company (août).

McKinsey Global Institute. 2005. « [The Emerging Global Labor Market](#) ». McKinsey & Company (juin).

National Foundation on American Policy. 2005. « [Proposed Restrictions on Global Sourcing Continue at High Level in 2005](#) ». *NFAP Policy Brief*, (avril).

Trefler, Daniel, « [Offshoring: Threats and Opportunities](#) », communication présentée au ["Brookings Trade Forum 2005: 'The Offshoring of Services: Issues and Implications'"](#) 12-13 mai, 2005, Washington D.C. (version révisée, 22 juillet 2005).

van Welsum, Desirée et Graham Vickery, ["Potential Offshoring of ICT-Intensive Using Occupations."](#) Working Party on the Information Economy, Organisation for Economic Co-operation and Development (Paris : OECD, April 2005). [Voir le site Web associé / Click here for related website.](#)

Weller, Christian E., « [On Offshoring, Perceptions Matter](#) », Center for American Progress, 21 mai 2004.

**Pour une liste plus complète et régulièrement mise à jour de documents et autres ressources sur la problématique des délocalisations, consultez la page de ressources sur le sujet préparée par les chercheurs de la Chaire :**

 **Dossier : délocalisations**  
<http://cepea.cerium.ca/article211.html>

**Tableau 1**
**Projets de lois anti-DOFE par sessions parlementaires**

	2003-04	2005	Total
Alabama	6	1	7
Alaska			0
Arizona	2	1	3
Arkansas			0
Californie	16	5	21
Caroline du Nord	2	1	3
Caroline du Sud	1	1	2
Colorado	3	2	5
Connecticut	8	11	19
Dakota du Nord		2	2
Dakota du Sud	1		1
Delaware	1		1
Floride	2	4	6
Georgie	4	1	5
Hawaii	1	3	4
Idaho	1	1	2
Illinois	6	2	8
Indiana	4	1	5
Iowa	2	3	5
Kansas	3	1	4
Kentucky	2		2
Louisiane	4		4
Maine			0
Maryland	2	2	4
Massachusetts	1	2	3
Michigan	3	1	4
Minnesota	5	4	9
Mississippi	4	2	6
Missouri	6	3	9
Montana		1	1
Nebraska	1	2	3
Nevada	1	1	2
New Hampshire		2	2
New Jersey	5	1	6
New York	7	3	10
Nouveau-Mexique	1	1	2
Ohio	3	1	4
Oklahoma		2	2
Oregon		4	4
Pennsylvanie	1	4	5
Rhode Island	2	1	3
Tennessee	5		5
Texas		5	5
Utah		1	1
Vermont	2		2
Virginie	3	1	4
Virginie Occidentale	2	2	4
Washington	6	5	11
Wisconsin	2	2	4
Wyoming			0
<b>Total</b>	<b>131</b>	<b>93</b>	<b>224</b>



**Tableau 2****Mesures anti-DOFE proposées par catégorie, 2003-05**

	Divulgence emplacement du centre d'appels	Contraintes au transfert d'information outremer	Contraintes accès aux programmes publics d'aide	Obligation d'informer l'État avant de délocaliser des emplois	Contraintes sur les contrats avec le secteur public	Autres
Alabama	2	1			3	1
Alaska						
Arizona	1	2			2	
Arkansas						
Californie	2	3		4	11	2
Caroline du Nord	1	1			2	1
Caroline du Sud	1	1			2	
Colorado	1	2	1		2	1
Connecticut	4	3	2	4	1	3
Dakota du Nord					1	1
Dakota du Sud					1	
Delaware					1	1
Floride	2	1			2	2
Georgie	1				4	
Hawaii	1	1	2		4	
Idaho					2	
Illinois	2	3			5	1
Indiana					4	2
Iowa			1		5	
Kansas	2	1			3	
Kentucky					2	
Louisiane					4	
Maine						
Maryland					3	1
Massachusetts	1					3
Michigan					5	
Minnesota	1	3		2	4	1
Mississippi	2	2			4	
Missouri	1				9	
Montana					1	
Nebraska		1			3	
Nevada					1	
New Hampshire				1	3	
New Jersey	3	1	1		1	1
New York		1	4	1	4	3
Nouveau-Mexique		1			1	
Ohio	1	2	3	2	4	
Oklahoma					2	
Oregon	1	1			2	1
Pennsylvanie					2	3
Rhode Island					4	
Tennessee	1	2			3	

**Tableau 2 (suite)**

**Mesures anti-DOFE proposées par catégorie, 2003-05**

	Divulgation emplacement du centre d'appels	Contraintes au transfert d'information outremer	Contraintes accès aux programmes publics d'aide	Obligation d'informer l'État avant de délocaliser des emplois	Contraintes sur les contrats avec le secteur public	Autres
Texas		1			3	
Utah						1
Vermont					2	
Virginie					2	2
Washington	2	2	1	1	8	1
West Virginia	1		2		3	
Wisconsin	1				3	
Wyoming						
<b>Total</b>	<b>35</b>	<b>36</b>	<b>17</b>	<b>15</b>	<b>147</b>	<b>32</b>

**TABLEAU 3**
**Les mesures anti-DOFE adoptées par les États américains, 2003-05**

États	Date d'adoption	Résumé des mesures législatives
Alabama	8 avril 2004	Résolution qui encourage les agences gouvernementales à accorder priorité aux firmes de l'Alabama.
Caroline du Nord	21 juillet 2004	Si le Secrétaire de l'Administration ou une agence publique ne peut donner une préférence aux produits et services de la Caroline du Nord tel que déjà spécifié par la loi, alors une préférence doit être donnée aux produits et services en provenance des États-Unis.
Colorado	7 juin 2005	Préférence pour les produits agricoles locaux lors d'approvisionnements publics et obligation pour le gouverneur de demander l'approbation de la chambre et du Sénat avant de soumettre l'État aux contraintes des accords commerciaux internationaux.
Dakota du Nord	30 mars 2005	Préférence aux entreprises locales pour départager deux mises pour un contrat public qui auraient obtenu le même pointage lors de l'évaluation.
Illinois	4 février 2005	Obligation pour une entreprise déposant une soumission pour un contrat public de divulguer si le travail sera effectué à l'extérieur des États-Unis. Cette information peut être utilisée dans la détermination du récipiendaire du contrat.
Indiana	17 mars 2004	Quant à l'octroi de contrats de travail gouvernementaux, une marge de 1 à 5% sera ajoutée au prix offert par une compagnie qui ne provient pas de l'Indiana.
Maryland	11 avril 2005	Obligation pour le gouverneur de demander l'approbation de la chambre et du Sénat avant de soumettre l'État aux contraintes des accords commerciaux internationaux.
Missouri	25 juin 2004	Préférences aux entreprises du Missouri pour les contrats publics.
New Jersey	5 mai 2005	Tout travail pour des contrats publics doit être effectué aux États-Unis.
Tennessee	10 mai 2004	Préférences aux entreprises employant des citoyens américains résidant aux États-Unis pour les contrats publics concernant les centres d'appels et le traitement de données.
Washington	24 avril 2005	Création d'un groupe de travail devant étudier le phénomène des délocalisations d'emplois.

**TABLEAU 4****Les décrets administratifs anti-DOFE, 2003-05**

État	Date	Résumé du décret
Alaska	5 août 2004	Obligation pour une entreprise déposant une soumission pour un contrat public de divulguer si le travail sera effectué à l'extérieur des États-Unis. Étude des circonstances faisant en sorte qu'effectuer un tel travail à l'extérieur des États-Unis peut être favorable à l'État. Développement d'une politique sur l'octroi de contrats publics à des entreprises effectuant le travail à l'extérieur des États-Unis.
Caroline du Nord	13 août 2003	Les agences gouvernementales doivent vérifier si parmi les contrats qu'elles ont octroyés du travail est effectué à l'extérieur des États-Unis.
	1 <sup>er</sup> juin 2004	Obligation pour une entreprise déposant une soumission pour un contrat public de divulguer si le travail sera effectué à l'extérieur des États-Unis. Cette information peut être utilisée dans la détermination du récipiendaire du contrat. Tout contractant ou sous contractant désirant envoyer du travail outremer doit obtenir l'autorisation écrite.
Indiana	10 janvier 2005	Le Département de l'Administration doit mettre en place tous les efforts nécessaires pour atteindre l'objectif de 90% des contrats publics accordés à des entreprises de l'Indiana.
Michigan	22 mars 2004	Révision des programmes d'aide gouvernementaux pour enlever tout incitatif que ces programmes contiendraient à déplacer du travail outremer.
	22 mars 2004	Préférences aux entreprises locales pour les contrats gouvernementaux. Étude de l'impact de l'octroi de contrats à des entreprises de l'extérieur du Michigan et de l'extérieur des États-Unis.
Minnesota	24 mars 2004	Obligation pour une entreprise déposant une soumission pour un contrat public de divulguer si le travail sera effectué à l'extérieur des États-Unis. Cette information peut être utilisée dans la détermination du récipiendaire du contrat.
Missouri	17 mars 2004	Obligation pour une entreprise déposant une soumission pour un contrat public de divulguer où le travail sera effectué. Interdiction de donner des contrats publics à des entreprises qui effectueront du travail à l'extérieur des États-Unis, sauf si le travail est unique, la différence de coûts significative ou si la portion de travail effectuée à l'étranger est triviale.
New Jersey	9 septembre 2004	Obligation pour une entreprise déposant une soumission pour un contrat public de divulguer où le travail sera effectué. Interdiction de donner des contrats publics à des entreprises qui effectueront du travail à l'extérieur des États-Unis, sauf si le travail est unique ou la différence de coûts significative

**TABLEAU 5**
**Les projets de loi anti-DOFE bloqués par un veto du gouverneur, 2003-05**

État	Date	Résumé des mesures législatives
Californie	30 septembre 2004	Intention de proposer une législation restreignant le traitement de l'information relative à la santé par des firmes opérant hors des États-Unis
	30 septembre 2004	Les agences gouvernementales ne peuvent octroyer des contrats de travail à un fournisseur ou sous traitant ne pouvant certifier que l'accomplissement du travail sera effectué par la main d'œuvre américaine.
	30 septembre 2004	Un employeur est tenu d'inclure dans ses rapports d'activités, le nombre d'emplois transférés hors des États-Unis, le nombre d'emplois maintenus dans l'état et le nombre d'emplois maintenus aux États-Unis.
	30 septembre 2004	Les agents des centres d'appels sont tenus de divulguer leur localisation géographique.
	30 septembre 2004	Intention de proposer une législation concernant le traitement de l'information privée et de l'information relative à la sécurité nationale, exclusivement par des firmes opérant aux États-Unis.
Maryland	25 mai 2004	Lors de l'octroi d'un contrat public, une agence gouvernementale peut considérer si le travail sera effectué ou non aux États-Unis.
Massachusetts	25 juin 2004	Les agences publiques privatisant certains de leurs services ne peuvent accorder ces contrats à des firmes qui effectueront le travail à l'extérieur des États-Unis.

**Tableau 6****Les exportations du Québec vers les États américains en 2003<sup>5</sup>**

États	Pourcentage des exportations totales vers les États-Unis	Exportations (millions de dollars américains courants)
New York	12,2%	5 597
Pennsylvanie	4,8%	2 205
Vermont	4,4%	1 992
Ohio	4,0%	1 834
Texas	4,0%	1 831
Illinois	3,7%	1 701
New Jersey	3,0%	1 382
Massachusetts	3,0%	1 359
Michigan	2,9%	1 348
Kentucky	2,9%	1 325
Total	44,9%	20 574

**Tableau 7****Répartition des projets de loi "anti-DOFE" en fonction de leur nature<sup>6</sup>**

Nature des projets de loi	Nombre	Proportion
Traitements préférentiels accordés aux compagnies, travailleurs et produits américains	58	46%
Restrictions limitant le recours aux centres d'appels établis hors des État Unis et l'envoi d'information privée outre-mer.	50	40%
Critères de qualification pour les subventions gouvernementales.	7	5%
Les entreprises publiques ou privées doivent faire preuve de transparence s'ils ont recours à la DOFE.	3	2%
Traitement préférentiel accordé aux compagnies de l'État	3	2%
Autres (Projets de loi proposant l'examen des effets de la DOFE sur l'économie)	7	5%

<sup>5</sup> SOURCE : Institut de la Statistique du Québec, Commerce international en ligne  
En ligne <<http://diff1.stat.gouv.qc.ca/hkb/hkb.php>> (page consultée le 20 mai 2004)

<sup>6</sup> SOURCE : National foundation for American Policy, «[Table Tracking State and Federal Global Sourcing Legislation](http://www.nfap.net/researchactivities/globalsourcing/appendix.aspx)», [www.nfap.net/researchactivities/globalsourcing/appendix.aspx](http://www.nfap.net/researchactivities/globalsourcing/appendix.aspx) (mise à jour du 5 mai 2004).

## Notes & Analyses sur les États-Unis/on the USA

Cette série est publiée par la Chaire d'études politiques et économiques américaines de l'Université de Montréal ([www.cepea.umontreal.ca](http://www.cepea.umontreal.ca)). Elle présente des travaux de synthèse, des analyses plus approfondies et des notes de recherche sur des enjeux contemporains touchant la politique et l'économie aux États-Unis.

*This series is published by the Chair in American Political and Economic Studies at the Université de Montréal ([www.cepea.umontreal.ca](http://www.cepea.umontreal.ca)). It features short notes, analytical works and working papers on contemporary political and economic issues in the United States.*

7. Linda Lee, Christian Trudeau et Pierre Martin, [Délocalisation outre frontière de l'emploi : mise à jour sur l'activité législative aux États-Unis](#) (Note), Septembre 2005.
6. Linda Lee, [Inventaire des politiques industrielles aux États-Unis : portrait d'un paradoxe](#) (Note), Août 2005.
5. Pierre Martin and/et Christian Trudeau, [The Political Economy of State-Level Legislative Response to Services Offshoring in the United States, 2003-2004](#) (working paper / note de recherche), Avril/Avril 2005.
4. Richard Nadeau et Pierre Martin, [La présidentielle de 2004. Une lutte serrée, des conventions au vote... et au delà](#) (Analyse), Novembre 2004.
3. Daniel Brisson, Alexandre Carette et Pasquale Salvaggio, [Élections présidentielles américaines. Comment se distinguent les candidats sur les principaux enjeux de politique étrangère ?](#) (Note), Octobre 2004.
2. Linda Lee, [Les politiques d'achat chez nous à l'américaine : le retour en force des lois « Buy American » aux États-Unis](#) (Note), Septembre 2004.
1. Linda Lee, [Délocalisation outre frontière de l'emploi : le point sur l'activité législative aux États-Unis](#) (Note), juin 2004.